LES ÉMEUTES REPRENNENT À GDYEL : JETS DE PIERRES ET GAZ LACRYMOGÈNE POUR DISPERSER LES MANIFESTANTS

44 mandats de dépôt, dont 9 pour des mineurs, et 5 citations directes

Quarante-huit heures après l'éclatement de la colère des jeunes de la commune de Gdyel, où les contestataires s'en étaient pris aux édifices de l'Etat, l'arrestation d'une cinquantaine d'entre eux et leur maintien en détention n'ont fait que nourrir l'ire et la contestation qui se sont manifestées par des jets de pierres et le blocage de l'autoroute reliant Arzew à Oran.

Une fois l'instruction terminée, les jeunes émeutiers ont été incarcérés à la prison de Gdyel avec 44 mandats de dépôt dont 9 pour mineurs et 5 citations directes.

Amel B. Gdyel (Le Soir) - Dès les premières heures de la journée de ce jeudi 17 avril 2008, la rumeur a vite fait le tour de la commune de Gdyel, laissant entendre que la cinquantaine de jeunes arrêtés au premier jour des émeutes, le 15 avril, allaient être transférés de la prison d'Oran vers celle de Gdyel où ils devaient être jugés. Exigeant la libération des détenus, des jeunes de la commune ont bloqué la route d'Arzew. Vers 15 h, les parents ont, quant à eux, rejoint le mouvement de protestation dans un rassemblement devant le tribunal de Gdyel qui a subi d'importants dégâts.

En l'absence d'interlocuteurs, les familles se sont dispersées dans le calme. Néanmoins, les jeunes, déterminés à maintenir la pression, attendaient devant la prison de Gdyel où devait être prononcé le verdict.

Vers 19 h, alors que nous traversions la ruelle où se situe la prison, nous nous sommes retrouvés au milieu de jeunes en colère, lançant des pierres aux forces de l'ordre.

A 20 h, ces jeunes étaient toujours là et déterminés, attendant le résultat du jugement.

Sur place, nous apprenons que les jeunes incarcérés ont été auditionnés. Une audition qui fut d'ailleurs interrompue en raison de la tension qui régnait à l'extérieur.

21 h, toujours à proximité de la prison, la tension est montée d'un cran lorsque la Sûreté a tenté de disperser les jeunes. Les jets de pierres ont alors repris et la riposte des services de sécurité par des tirs de gaz lacrymogène ne s'est pas fait attendre.

Repliés vers les ruelles, les jeunes manifestants, profitant de la nuit, s'en sont pris au parc des anciens équipements de la commune et y ont mis le feu. Là encore, ils furent dispersés par des tirs de gaz lacrymogène. La contestation s'est prolongée jusqu'aux environs de 2 h du matin.

Même si un calme précaire semblait s'installer, vendredi dès les premières lueurs du jour, les habitants, surtout les autorités locales, furent surpris en découvrant que les contestataires ont de nouveau bloqué l'autoroute. De suite, les agents de la commune sont intervenus pour dégager la route.

Même si aucune information officielle n'a filtré, malgré toutes nos sollicitations, nous avons pu savoir que pour l'heure, il n'est pas question de juger la cinquantaine d'accusés mais plutôt de poursuivre leur audition. Le jugement serait probable en ce début de semaine, avons-nous appris.

Lors de sa visite jeudi à Oran pour prendre part à la rencontre nationale sur l'émigration clandestine, aux côtés du chef du gouvernement, le ministre de la Solidarité, qui fut interpellé au sujet de la contestation de ces jeunes de Gdyel, avait laissé entendre qu'il se rendrait sur les lieux dès aujourd'hui pour tenter de parler avec les jeunes de cette commune.

Des jeunes qui attendent beaucoup plus que des paroles puisqu'ils n'ont plus la force mentale d'attendre des promesses qui tardent à se concrétiser. En quittant Gdyel vendredi, la tension était toujours palpable car pour l'heure, la principale revendication des contestataires consiste en la libération de leurs amis. L'un des jeunes manifestants nous confie à ce titre : «C'est le verdict qui déterminera notre réaction car en plus de la misère que nous vivons, ils n'ont pas le droit de nous mettre derrière les barreaux. C'est injuste.»

A. B.

BELKHADEM À ORAN :

«Les jeunes doivent arrêter d'exiger des postes de travail sur mesure»

«En attendant d'exercer le métier qu'on aime, il faut aimer ce qu'on trouve». C'est ainsi que s'est adressé le chef du gouvernement aux jeunes chômeurs et aux harraga, car il considère que le chômage n'est pas l'unique motivation à l'émigration clandestine. Des propos qui ne vont pas dans le sens des cris de détresse de tous ces jeunes qui ne pensent qu'à cette traversée périlleuse et qui nous ont confié à plusieurs reprises que «ça n'a rien avoir avec le choix du travail, ce sont les conditions misérables qui nous poussent à penser à el haraga, alors que d'autres jouissent de toutes les facilités à cause de la corruption et du piston».

Ainsi, la «campagne» menée par le gouvernement pour lutter contre le phénomène de l'émigration clandestine s'est poursuivie ce jeudi matin au musée El Moudjahid par une rencontre nationale organisée par l'UNJA et inaugurée par Abdelaziz Belkhadem. .

Annoncée pour 8 h du matin, la délégation officielle, composée du chef du gouvernement et des ministres du Travail et de la Solidarité, n'a fait son apparition qu'aux environs de 11h, encadrée par un service de sécurité des plus renforcés. Prenant la parole, le secrétaire général de l'UNJA a voulu expliquer le phénomène de l'émigration clandestine par «l'ennui et l'envie de tenter l'aventure» et d'enchaîner sur le programme «riche à l'intention des jeunes que le président Bouteflika a lancé pour pas moins de 150 milliards de dinars». Et de poursuivre : «Chacun a droit à un travail mais il faut que les jeunes arrêtent d'imposer leurs conditions et de rejeter tel ou tel travail qui n'est pas de leur choix initial. Le travail existe et si vous les jeunes ici présents vouliez travailler, ce sera fait de suite !» Des jeunes présents se sont mis à le chahuter pour manifester leur désaccord estimant que sur le terrain, ces paroles n'ont aucun sens. Alors que les circonstances ne s'y prêtaient pas, quand on considère l'importance du sujet, le SG de l'UNJA n'a pas hésité à réitérer l'appel de son union à la révision de la Constitution et à un troisième mandat pour Bouteflika. Cela nous rappelle les propos d'un jeune harraga rencontré lors de la dernière visite du ministre de la Solidarité, lorsque la discussion qui les concernait a viré sur le politique

«Qu'ils arrêtent de nous utiliser pour mener leur campagne, nous souffrons et nous ne voulons pas être une carte à jouer.»

En prenant la parole, le chef du gouvernement a déclaré : «Aujourd'hui, le pays est un grand chantier, plusieurs projets sont lancés et qui pourront assurer 400 000 postes de travail par an» Seulement, ajoute t-il, «il ne faut pas que ces jeunes au chômage soient exigeants, ils doivent se dire qu'en attendant d'exercer le métier qu'ils aiment, il faut aimer ce qu'il y a ! Il faut insister sur deux points importants : inculquer à ces jeunes de l'amour de la patrie et de l'identité nationale, il faut rester digne et cela ne peut se faire qu'ici dans leur pays.» Abdelaziz Belkhadem a abondé dans le même sens que le SG de l'UNJA en affirmant que le chômage n'est en aucun cas l'unique raison qui pousse les jeunes à braver les dangers de la mer : «Je vais vous donner un exemple : aujourd'hui, on me dit que les autorités ont proposé des postes de travail à des jeunes qui habitent à une vingtaine de kilomètres d'Oran et qui les ont refusés en raison de la distance. Dites-moi, est-ce qu'Oran est plus loin pour les gens de Boufatis ou bien pour ceux de Pékin ? Il faut apprendre à accepter ce qu'on a.» Puis d'enchaîner les exemples pour expliquer sa vision de l'émigration clandestine qui n'est, selon le chef du gouvernent, pas uniquement une question de chômage : «Lorsqu'un jeune vend son camion pour tenter l'aventure, est-ce qu'on peut dire qu'il n'avait pas les moyens de faire sa vie ici ? Non ! Ou encore ce jeune vu dans le reportage habillé en Lacoste» A cet instant, un jeune dans la salle lui réplique, «non monsieur, c'est du taïwan».

«Et ces jeunes qui déclarent ne pas avoir de travail et qui se droguent, mais comment achètent-ils alors leur drogue ? Non ce n'est pas une question de chômage mais ils pensent qu'une fois de l'autre côté, ils épouseront une étrangère et viendront avec elle à leur bras conduisant une voiture de luxe ! C'est du leurre.» Pour le chef du gouvernement, l'Algérie vit un véritable paradoxe, car, explique-t-il, «d'un côté, nous avons le chômage et de l'autre, nous manquons de main-d'œuvre».

Et de conclure : «C'est pour cela qu'il va falloir vraiment étudier avec beaucoup plus de précisions ce phénomène de la harga et se demander s'il s'agit vraiment de chômage ou non ?»

A. B.

FACE AU MUTISME DE LA TUTELLE

Les vétérinaires haussent le ton

Le Syndicat national des vétérinaires fonctionnaires de l'administration publique (SNVFAP) menace de recourir à des actions plus radicales si les pouvoirs publics continuent à faire la sourde oreille.

Pour rappel, le SNVFAP a lancé en date du 12 avril écoulé une action baptisée «griffe de la colère». Cette action a consisté en la non-apposition de la griffe sur les produits contrôlés. La griffe en question mentionne le nom et le numéro de l'autorité vétérinaire. Cette action, qui a eu des incidences sur la circulation des marchandises au niveau de la frontière terrestre et maritime, n'a pas fait réagir les autorités compétentes.

Devant ce mutisme, le syndicat des vétérinaires menace, dans un communiqué transmis à notre rédaction, de prendre des décisions fermes et graves si aucune réponse n'est donnée à ses doléances.

Il est à rappeler que les doléances du syndicat des vétérinaires sont en rapport avec l'établissement d'un statut particulier, l'octroi d'une prime vétérinaire spéciale ainsi que l'ouverture de négociations sur le fonctionnement et le devenir des services vétérinaires.

N. M.